

Marguerite de Valois et Henri IV

(Conférence prononcée en décembre 1995 au Château de Pau

Parue dans le Bulletin de la Société des Amis du Château de Pau, 134, 1^{er} semestre 1997)

La légende veut que Marguerite de Valois n'ait véritablement rencontré son époux que quelques mois avant leur mariage, et qu'elle n'ait jamais pu s'habituer à ce personnage si dissemblable à elle. Différence de culture, de mœurs, de goûts, de religion, d'idéal, se seraient ajoutés à une répugnance physique insurmontable — toutes choses qui seraient à la base de la stérilité, puis du naufrage de leur union. Après une courte période de complicité qui aurait permis au roi de Navarre de traverser le massacre de la Saint-Barthélemy, chacun aurait mené de son côté une vie aussi distincte que dissolue. Après vingt ans de séparation, une fois le divorce prononcé, Henri IV aurait eu la bonté de la laisser revenir à Paris finir sa vie luxueusement, en fermant les yeux sur le scandale de sa vie privée.

La réalité — celle du moins qui nous est livrée par les documents historiques — n'a pas grand chose à voir avec ces idées et ces images, pour la plupart laborieusement tissées au XVII^e, puis au XIX^e siècle pour des raisons politiques et idéologiques, et reprises jusqu'à nos jours par des pamphlétaires, des politiciens, des historiens, des philosophes, des critiques littéraires, mais aussi des dramaturges, des romanciers, et même des cinéastes... L'ensemble de ces discours et des inventions de chaque époque a fini par constituer un véritable mythe qui a pour nom « reine Margot » depuis qu'Alexandre Dumas a inventé ce sobriquet que personne n'avait utilisé avant lui. L'histoire de l'élaboration de ce mythe toujours vivant (puisqu'Patrice Chéreau y a encore apporté de nouveaux éléments) est en soi passionnante — bien plus passionnante que le contenu du mythe lui-même. J'y ai consacré une bonne partie de mon travail, et c'est elle, d'ailleurs, qui m'a amenée, il y a plus de dix ans, à m'intéresser à Marguerite de Valois¹. Cependant ce n'est pas cette histoire que je retracerai aujourd'hui devant vous. Puisque j'ai l'honneur de parler devant un parterre de spécialistes d'Henri IV, je préfère vous faire voyager en pays de connaissance et vous montrer, en évoquant les relations des deux époux, combien l'Histoire est plus intéressante que la légende.

Marguerite a rencontré très jeune son futur époux et elle l'a fréquenté longtemps. C'est en 1561, en effet, qu'il est arrivé à la cour de France, et il y est resté jusqu'en 1567. Durant ces années, les enfants de France et le prince de Béarn ont grandi le plus souvent ensemble, et notamment Marguerite et Henri qui avaient le même âge. Ensemble, ils ont fait partie du « grand voyage », ce tour de France de deux ans durant lequel la reine Catherine de Médicis « montra son fils au royaume, et le royaume à son fils ». Ensemble, ils ont partagé les cérémonies et les divertissements de la Cour. Ensemble, ils ont joué même des pièces de théâtre, notamment cette *Bergerie* de Ronsard dans laquelle le futur Henri III jouait le rôle d'Orléantin (il était alors duc d'Orléans), le petit François d'Alençon était Angelot, Henri de Guise était Guisin, Henri de Navarre Navarrin, et

¹. Voir Éliane Viennot, *Marguerite de Valois, histoire d'une femme, histoire d'un mythe*, Paris, Payot, 1993.

Marguerite Margot. On reconnaît là le surnom que Charles IX, et lui seul, donnait à sa sœur.

Ce n'est donc pas un inconnu qu'on choisit pour mari de la princesse lorsqu'après la troisième guerre de religion, durant l'été 1570, la Couronne changea d'alliances : à l'intérieur, elle orientait sa politique non plus du côté des catholiques que dirigeait le clan Guise, mais du côté des huguenots dirigés par Coligny et la reine de Navarre ; à l'extérieur, la Couronne se tournait vers l'Angleterre et les principautés allemandes, abandonnant l'alliance avec l'Espagne et le Portugal — pays où l'on avait jusque là cherché des époux pour Marguerite.

On a beaucoup dit qu'elle n'était pas d'accord avec ce projet d'union, et même qu'elle aurait refusé de dire oui lors de la cérémonie. Les documents disent le contraire. Certes, elle n'était pas amoureuse de Navarre, et elle aurait préféré Guise, pour qui elle éprouvait quelques sentiments apparemment réciproques. Mais le mariage n'était pas, pour les gens de cette caste, une affaire de sentiments. Si Marguerite était réticente, elle le rappelle dans ses *Mémoires*, c'est en raison de questions religieuses — comme Jeanne d'Albret d'ailleurs — chaque camp comptant sur son champion pour faire basculer l'autre dans sa religion.

La reine, allant à son cabinet, écrit Marguerite, m'appela, et me dit que messieurs de Montmorency lui avaient proposé ce mariage et qu'elle en voulait bien savoir ma volonté. Je lui répondis n'avoir ni volonté ni élection que la sienne, et que je la suppliais se souvenir que j'étais fort catholique (51²)

Scipion Dupleix, historiographe de Richelieu et qui travailla de longues années chez Marguerite, affirme de son côté que pour la « distraire » de Guise,

On lui proposa le mariage du Prince [...] en lui représentant [...] qu'épousant celui-ci elle porterait le titre de reine : tellement qu'elle condescendit à leur volonté, l'ambition étant plus forte en son coeur que l'amour³.

Marguerite poursuit quant à elle en décrivant le mariage — au cérémonial curieux puisque les mariés étaient de rite différent — et dit bien que tout se passa normalement :

Nous vîmes à la porte de l'église, où monsieur le cardinal de Bourbon, qui faisait l'office ce jour-là, nous [...] reçut pour dire les paroles accoutumées en tel cas. (53)

Cette description est confirmée par tous les témoins. Si une autre version s'est imposée — celle d'une princesse refusant de prononcer le oui attendu, au point que son frère Charles aurait été obligé de lui pousser la tête — c'est le fruit d'inventions forgées longtemps après, sous la pression d'une autre nécessité : celle du divorce cette fois. Car pour casser ce même mariage, vingt-sept ans plus tard, il fallut bien trouver des raisons acceptables par Rome et le refus de consentement en était une majeure...

Le mariage eut donc bien lieu tout à fait normalement, le 18 août 1572, chaque partie en espérant l'enterrement de la hache de guerre entre les deux camps. Malheureusement, moins d'une semaine après éclatait le massacre de la Saint-Barthélemy. C'est une tragédie qui divise encore beaucoup les historiens, mais à propos de laquelle ils sont d'accord sur un point : elle n'était pas préméditée. Le mariage n'était pas un piège pour attirer les protestants à Paris et les éliminer, comme on le dira longtemps, il était bel et bien une tentative de réconciliation nationale — que certains avaient intérêt à faire échouer.

² Les chiffres entre parenthèses renvoient à l'édition Cazaux des *Mémoires de Marguerite de Valois*, Paris, Mercure de France, 1986.

³ Scipion Dupleix, *Histoire Générale de France avec l'Etat de l'Eglise et de l'Empire*, Paris, Claude Sonnius, 1621-1628, vol. 3, p. 784;.

J'en dirai peu de choses, car vous avez certainement tous et toutes votre opinion là-dessus, et surtout parce que son interprétation n'est pas centrale pour notre sujet. Il me suffira de rappeler que, d'une part, Marguerite en a laissé un témoignage capital (ce qui ne veut pas dire qu'il ne doit pas être décrypté) : un récit du massacre vécu de l'intérieur du Louvre — il n'y en a que deux de cette sorte — et surtout un récit totalement extérieur aux camps en présence. Je rappelle ce passage célèbre :

Pour moi, l'on ne me disait rien de tout ceci. Je voyais tous le monde en action : les huguenots désespérés de cette blessure [de l'amiral Coligny], messieurs de Guise craignant qu'on n'en voulût faire justice et se chuchotant tous à l'oreille. Les huguenots me tenaient suspecte parce que j'étais catholique, et les catholiques parce que j'avais épousé le roi de Navarre, qui était huguenot. (56)

La deuxième chose qu'il convient de rappeler est que Marguerite ne sauva pas directement son époux, comme on le dit parfois, mais deux de ses gentilshommes, les seigneurs de Miossens et d'Armagnac. Cependant, il est clair que l'union qui venait d'être scellée entre le roi de Navarre et la sœur du roi de France dut peser dans la décision de la Couronne de l'épargner.

J'insisterai en revanche sur la situation politique qui se dessine après le massacre, et sur les positions des uns et des autres. En effet, tandis que la tuerie se poursuit à travers toute la France durant des mois, tandis que Charles et Catherine naviguent à vue entre la nécessité de ramener la paix civile et celle de rassurer leurs alliés, un nouveau paysage politique se dessine. Les Guise sont les grands vainqueurs de l'affrontement, et leurs alliés ne s'y trompent pas : l'Espagne, la Papauté, applaudissent. L'Angleterre et les principautés allemandes font au contraire très grise mine, de même que la Pologne, où depuis des mois Catherine tente de faire élire roi son deuxième fils vivant, le duc d'Anjou — la chose est devenue très délicate étant donné qu'il s'est illustré comme l'un des massacreurs les plus ardents. De leur côté, les huguenots français sont privés de chefs, puisque Condé et Navarre se sont convertis sous la contrainte et qu'ils sont obligés de jouer les bons catholiques. Le dernier fils de Catherine, le duc d'Alençon, a été exclu de toute décision lors de la Saint-Barthélemy : totalement marginalisé, il rumine sa rancoeur. Quant à Marguerite, elle se trouve dans une situation catastrophique.

En effet, quel est alors le rôle politique des princesses ? C'est de servir d'intermédiaires entre leur famille d'origine et leur famille d'adoption, d'être l'incarnation de l'alliance nouée par leur mariage. Leur pouvoir dépend du prix que chacune des deux maisons attache au maintien des bonnes relations avec l'autre. Or le massacre a créé un gouffre entre la maison de France et la maison de Navarre. Jeune épouse d'un prince profondément humilié, elle est devenue un objet de défiance pour tous, une intermédiaire impossible entre deux camps ennemis. Sa carrière politique semblent ruinée. Catherine, consciente du désastre, peut-être pour une fois sensible à l'impasse dans laquelle se trouve sa fille, mais peut-être aussi bien motivée par l'idée d'une autre combinaison politique, lui propose alors une échappatoire : faire casser le mariage, en prétextant qu'il n'a pas été consommé.

Marguerite refuse. « Quoi que ce fût, écrit-elle, puisqu'elle m'y avait mise, je m'y voulais demeurer » (59). Autrement dit, elle n'a pas demandé à être unie au fils de Jeanne d'Albret, mais à présent que leur destin sont scellés, elle ne l'« abandonnera » pas, pour employer l'une des expressions dont elle usera plus tard à son égard. D'abord parce qu'elle sait que leur mariage n'est pas étranger à la grâce qui lui a été faite au soir du massacre et qu'elle se sent responsable de lui : Navarre est alors un personnage un peu falot, elle ne le croit pas de taille à se défendre dans cet univers de loups qu'elle commence à bien connaître ; elle mettra longtemps à comprendre que son inconsistance n'est qu'apparente, qu'il ne fait que plier l'échine.

La seconde raison de son refus est qu'elle ne veut plus être un jouet dans les mains de Catherine. Bien qu'elle ne soit pas éprise de son époux, bien que son avenir semble compromis, elle entend jouer le jeu. Sa mère lui a prouvé plus d'une fois qu'elle ne la considère que comme un pion sur l'échiquier politique, et que ses gentillesse sont proportionnelles au profit qu'elle escompte en tirer — la princesse n'entend pas retomber dans ces ornières. Bien des années plus tard, évoquant cet entretien avec Dupleix, elle trouvera encore des accents de révolte qui transparaissent dans le récit de l'historiographe :

J'ai ouï dire à la Reine Marguerite [...] que, depuis qu'elle eut donné ses affections au roi de Navarre [...], la reine Catherine sa mère lui parla derechef d'aimer le duc de Guise : à quoi elle ne voulut point entendre, et lui dit franchement qu'elle n'avait point le coeur de cire⁴.

Pour toutes ces raisons, loyauté envers Navarre, volonté de le protéger, refus de la manipulation, elle repousse l'offre de Catherine — qui est pourtant la solution de la sagesse. Et elle commet là sa plus grosse erreur politique. Mais Marguerite n'agit pas encore en politique. Elle a dans la tête, vraisemblablement, des héros sortis des romans de chevalerie ou du *Roland furieux*, et les héros ne sont pas sages. Ils ne regardent pas d'abord à leur intérêt, ils se portent glorieusement au secours de leurs alliés, et surtout ils ne retournent pas au bercail quand ils en sont une fois sortis... Toute la culture de Marguerite, toute sa personnalité, toute son histoire déjà, s'opposent au grossier marchandage proposé par sa mère. Elle choisit donc librement, bien plus librement qu'au jour de ses noces, de rester liée à Navarre, et franchit le Rubicon. Désormais il va falloir inventer une voie politique qui permette de survivre à cet engagement purement sentimental, purement moral.

Cette voie, la reine ne va pas la trouver tout de suite, car la situation politique est encore extraordinairement confuse. Les huguenots qui ont échappé au massacre se sont repliés à La Rochelle et refusent d'y accueillir le nouveau gouverneur que le roi leur envoie. Devant cet acte de rébellion caractérisé, les troupes royales se mettent en route en janvier 1573, dirigées par l'état-major le plus hétéroclite qui soit, puisqu'on y trouve le duc d'Anjou, le duc d'Alençon, le roi de Navarre et le prince de Condé — tous ennemis ! Et ils sont encore entourés, dit le chancelier Cheverny,

[...] d'une infinité d'autres princes et seigneurs, entre lesquels la jalousie et la division furent si tôt semées, que rien ne se disait, même aux conseils les plus particuliers, que les ennemis n'en fussent au même temps avertis⁵.

Dans ces conditions, le siège mis devant La Rochelle s'éternise sans résultat, dans le plus grand désordre. Navarre et Alençon, cependant, qui se connaissent assez bien mais qui n'ont guère d'atomes crochus, commencent à se rapprocher. Tous deux sont très isolés. Personne ne sait vraiment où les classer. Le fils de Catherine, certes, n'a pas de sang sur les mains — mais c'est parce qu'il ne dispose pas de la confiance de sa mère et de ses frères ; le fils de Jeanne d'Albret, lui, par ses noces, par sa conversion, par sa présence en tête des troupes royales, semble avoir changé de camp, et les huguenots ne peuvent plus s'appuyer sur lui. Cette position marginale des deux jeunes gens les amène à se regarder, l'un et l'autre, sous un nouveau jour. Surtout, elle les fait apparaître, aux yeux d'un certain nombre de gens, comme les chefs possibles d'une « troisième voie »

⁴. Dupleix, *Histoire générale...*, vol. 3, p. 784 ; il ne faut pas prendre à la lettre la proposition d'aimer « derechef » le duc de Guise — impossible à formuler pour Catherine. La formule signifie simplement que la reine mère a proposé un autre mariage, avec un homme qu'elle pourrait, cette fois, choisir.

⁵. Philippe Hurault, comte de Cheverny, *Mémoires*, Ed. Michaud et Poujoulat, Paris, Guyot frères, 1838, Série 1, vol. 10, p. 471.

qui commence alors à se dessiner entre les intraitables des deux bords — un camp qui mettra vingt ans à se consolider et qui finira par porter Henri IV au pouvoir.

Que trouve-t-on dans ce camp ? D'abord des grands seigneurs, ceux qu'on appelle les « Malcontents ». Depuis des années déjà, ils s'inquiètent de l'abandon par le roi des anciennes coutumes qui faisaient d'eux les conseillers naturels de la monarchie ; depuis des années, ils protestent contre un pouvoir qui les écarte des grandes charges de l'Etat au profit des « parvenus » et des « étrangers » : les Guise, les Birague, les Gondi, les Strozzi... Mieux : ils pensent que les troubles religieux sont artificiellement attisés par la reine mère et ses âmes damnées pour mieux les diviser et les éliminer. La Saint-Barthélemy a renforcé leurs craintes. Ils sont nombreux à penser, comme Marguerite, que le « principal dessein » des initiateurs du massacre est l'élimination des grands, et qu'ils n'en voulaient « point tant aux huguenots qu'aux princes du sang ». Ce sont les mots mêmes de la reine, dont on peut mesurer là l'adhésion à leurs thèses. On trouve encore dans ce camp deux autres « familles intellectuelles » : les Politiques et les Monarchomaques, deux groupes qui se recrutent plutôt dans la bourgeoisie intellectuelle et la noblesse de robe, mais qui diffèrent quant à l'idéal politique⁶. Un nouveau parti se dessine donc dans la confusion du siège de La Rochelle, qu'Emmanuel Le Roy Ladurie a raison d'appeler celui des « centristes » — si l'on n'a pas peur des anachronismes.

Au printemps 1573, ce parti est encore dans les limbes. Cependant son organisation s'accélère soudain sous la pression de trois événements : l'élection du duc d'Anjou à la Diète polonaise en juin, puis son départ de France en novembre, et enfin l'aggravation brutale de la tuberculose de Charles IX. Or si Charles meurt, et si Anjou revient de Pologne pour lui succéder, il gouvernera avec ses amis les Guise, et les guerres civiles reprendront — tous ces partisans d'une troisième voie en sont persuadés. Ils envisagent alors ce qu'il faut bien appeler un coup d'État : profiter de la faiblesse croissante de Charles, et mettre le duc d'Alençon sur le trône. Navarre est d'accord, il soutiendra son beau-frère, puis il reprendra sa liberté (et sa religion), et ils pourront vivre en paix dans un pays où le roi garantira la neutralité confessionnelle. Quant à Marguerite, on ne lui a encore rien dit.

Les historiens n'ont eu, généralement, que des sarcasmes pour ce projet et ses initiateurs. C'est le lot que l'Histoire réserve aux perdants. Car il faut bien dire que leur principal crime est de n'avoir pas réussi. Comment auraient-ils pu, d'ailleurs ? Comment, dans un royaume qu'il faut trois semaines pour parcourir d'un point à un autre, construire un parti en quelques mois ? Où trouver des fonds ? Comment faire travailler ensemble des alliés de si fraîche date, qui n'appartiennent pas aux mêmes couches sociales, quand le porte-drapeau dont on dispose n'a que vingt ans ? Comment faire converger des troupes vers une Cour qui n'arrête pas de se déplacer ? A bien y regarder, ils font des miracles — mais il leur faudrait davantage de temps, et ils n'en ont pas. Trois complots, au moins, sont fomentés entre décembre 1573 et avril 1574 — qui tous échouent, parfois d'extrême justesse.

Le premier, l'« entreprise de Soissons », est dénoncé par Marguerite. Miossens, qu'elle avait sauvé lors de la Saint-Barthélemy lui a révélé les intentions de son mari et de son frère : elle prend peur pour Charles et révèle le complot. Les conjurés changent alors de tactique à son égard. Le duc d'Alençon se tourne vers elle et lui demande de

⁶. Arlette Jouanna, *Le Devoir de révolte : La noblesse française et la gestation de l'Etat moderne, 1559-1661*, Fayard, 1989, plus particulièrement p. 166 et suiv.

l'aider ; elle accepte — à condition précise-t-elle « que ce serait sans préjudice de ce que je devais au roi Charles, mon bon frère » (autrement dit à condition qu'on ne le tue pas). D'autre part, c'est alors qu'entre en scène Boniface de La Molle, le principal conseiller du duc. Il est âgé d'une quarantaine d'années, et il a une réputation de séducteur confirmé. Fut-il chargé de séduire Marguerite afin de l'arrimer solidement à la cause des conjurés, ou leur liaison fut-elle le produit du rapprochement de la reine et de son frère ? Nous ne le savons pas et nous ne le saurons probablement jamais. Ajoutons un autre élément, qui dut peser dans la balance : son amie la duchesse de Nevers était déjà partie prenante de la conjuration. La postérité a surtout retenu d'elle, comme pour Marguerite, sa liaison avec un autre des conseillers politiques d'Alençon — je veux dire le comte de Coconat. Mais la suite des événements montre que l'argument affectif n'était pas central pour les deux femmes : Henriette de Nevers suivra, peu ou prou, le même parcours politique que la reine — c'est-à-dire le même parcours politique que la plupart des Malcontents.

Ce sont en effet des motifs politiques qui pour l'essentiel poussent Marguerite du côté de son jeune frère, que nous comprenons parfaitement si nous nous replaçons dans la période. Car le roi est mourant et l'avenir doit être préparé dès maintenant, tant qu'Anjou est en Pologne — après, ce sera trop tard. Prendre le parti de son aîné, c'est certes, pour Marguerite, rester fidèle à la légalité dynastique, mais c'est s'engager sur une voie sans issue : car une fois installé sur le trône de France, il lui demandera de se situer clairement du côté des catholiques, c'est-à-dire de se dresser contre son mari — sa carrière politique continuera d'être barrée. Au contraire, prendre le parti de son cadet, c'est peut-être tremper dans un coup d'État, mais c'est aussi le seul avenir possible pour elle : car devenu roi, il s'appuiera sur elle comme intermédiaire entre la couronne de France et celle de Navarre — la reine trouvera enfin le rôle politique que devait lui ouvrir son mariage et qu'elle n'a jamais pu exercer depuis la Saint-Barthélemy. Marguerite fait bien, cette fois, un choix politique, comme tous ceux et celles qui s'engagent derrière Alençon.

Les choses se présentent donc différemment en février, lors du complot suivant, qu'on appelle la « prise d'armes du Mardi Gras », ou l'« effroi de Saint Germain ». Cette fois-ci, la reine de Navarre se trouve objectivement du côté des conjurés — ce qui n'empêche pas la conjuration d'échouer, et ses principaux acteurs d'être arrêtés : non seulement La Molle, Coconat, Grandtrye, Ruggieri et tous leurs complices, mais aussi le duc d'Alençon et le roi de Navarre. Tandis que certains sont torturés, puis bientôt décapités, les princes sont sommés de se justifier.

On députa, dit Marguerite, des commissaires de la Cour de Parlement pour ouïr mon frère et le roi mon mari, lequel n'ayant lors personne de conseil auprès de lui, me commanda de dresser par écrit ce qu'il aurait à répondre, afin que par ce qu'il dirait il ne mît ni lui ni personne en peine. (62)

Le premier texte que nous possédions de la reine de Navarre est en effet ce court plaidoyer que les contemporains appelèrent la *Déclaration du roi de Navarre* et qu'ils saluèrent avec enthousiasme. D'Aubigné, notamment, qui ne connaissait pas son véritable auteur, en dit tout le bien qu'il pense — et avec raison. Identifié au XVIII^e siècle comme l'œuvre de Marguerite, il a été depuis fréquemment publié avec ses *Mémoires* sous le titre de *Mémoire justificatif pour Henri de Bourbon*.

Ce texte prouve à quel point Marguerite se sentait partie prenante des intérêts des conjurés, et notamment de son mari. Cependant, plus que la complicité qui existe entre eux, il montre la convergence de leurs intérêts. Lui, c'est clair, a mesuré son infériorité présente ; il sait que la partie est perdue, et qu'il n'est pas grand orateur ; il connaît l'habileté et l'intelligence de son épouse, il sait qu'elle saura trouver les mots justes pour s'adresser à sa belle-mère, qu'il craint et qu'il craindra toute sa vie. Par ailleurs il est mal

entouré : ses premiers mentors ont succombé lors de la Saint-Barthélemy, et les suivants ne sont pas encore formés, ou pas encore autour de lui. Quant à elle, elle est heureuse de pouvoir aider son mari, et fière d'être considérée comme un partenaire capable de le faire.

Le texte est une petite merveille d'habileté. La ligne de défense adoptée par Marguerite privilégie délibérément le plan affectif : j'ai toujours voulu vous aimer, dit-elle en substance à Catherine et à Charles, et vous n'avez eu à mon endroit qu'ingratitude et méchanceté. Vous m'avez humilié lors de la Saint-Barthélemy, vous avez toujours préféré écouter Anjou, et je suis la victime des machinations de son entourage. J'ai voulu me mettre à l'abri. Faites-moi confiance, et vous verrez comme je suis fidèle... On trouve déjà là, en des formules très comparables à celles des *Mémoires*, les griefs personnels de la reine envers Catherine et son frère aîné ; on y trouve aussi son assurance et son mode de défense préféré, l'attaque ; mais on y trouve aussi l'image de ce prince sans défense que Marguerite conservera encore longtemps, et qui révèle qu'elle se sentait responsable de lui.

L'habileté de ce plaidoyer, qui renvoie l'accusation sur la Cour sans dénoncer aucun des conjurés, confère à Navarre, pour la première fois de sa vie, un certain prestige — contrairement à Alençon, qui n'a pas choisi un aussi bon avocat, et qui a compromis beaucoup de monde. Toutefois les deux princes sont épargnés par la tourmente — car leur sort ne dépendait pas de leur justification : les procès n'étaient qu'une mise en scène pour leur faire peur et les détacher de leur parti. L'aide de Marguerite n'a donc pas grand prix pour son mari, et il y a fort à parier qu'il n'a pas compris de quel poids pouvait être une telle alliée — ou une telle adversaire, selon le camp où elle se rangeait. C'est ce que montre en tout cas la suite des événements, comme je vais tenter de le montrer en passant plus vite sur les années suivantes.

Malgré l'échec retentissant des conjurations de 1574, les partisans de la troisième voie ne désarment pas. Lentement, après la mort de Charles et l'arrivée au pouvoir d'Henri III, le parti « centriste » va trouver ses marques. Les difficultés et les aléas sont pourtant innombrables. D'abord parce que la Couronne est habile à diviser les deux jeunes chefs, accordant ses faveurs à l'un ou l'autre, et si possible à l'un sans l'autre. Ensuite parce que ils ne s'entendent pas. La jalousie, le manque d'estime réciproque, des rivalités amoureuses, minent constamment l'alliance de Navarre et d'Alençon, et Marguerite, qui s'en est faite le ciment, a le plus grand mal à la maintenir.

Pourquoi reste-t-elle fidèle à cette ligne politique, alors qu'elle pouvait faire amende honorable et rentrer dans le rang après l'arrivée au pouvoir d'Henri III ? Parce qu'elle n'a pas « le cœur de cire » vraisemblablement, et aussi parce qu'Alençon a un nouveau projet politique : non plus en France, où le trône est occupé, mais aux Pays-Bas, où un trône pourrait être créé. Les habitants des futures Provinces Unies tentent en effet de se libérer du joug espagnol, et ils sont à la recherche d'un prince neutre confessionnellement parlant. Les huguenots français soutiennent ce projet, de même que la plupart des Malcontents, car l'installation du duc d'Alençon sur le trône de Flandres aurait pour conséquences non seulement de mettre en sécurité les protestants de ce pays, mais de casser les reins de l'Espagne sur le front nord de l'Europe — c'est bien ce que comprendront Richelieu et Mazarin. Les espoirs de Marguerite se déplacent donc. Faute d'être une intermédiaire possible entre la Navarre et la France, elle sera un intermédiaire entre la Navarre et les Flandres — si le projet réussit, ce à quoi elle travaille politiquement et même parfois financièrement.

En attendant, elle paie le prix fort de ses choix. Après l'évasion de son frère de la Cour, en septembre 1575, elle est arrêtée. Après celle de son époux, cinq mois plus tard, elle l'est de nouveau. En 1577, les deux alliés étant provisoirement devenus ennemis, elle doit quitter la Cour où sa position est devenue intenable, et elle en profite pour faire en Flandres un voyage diplomatique pour le compte du duc d'Alençon. En 1580, alors qu'elle est en Gascogne et que son mari se lance, contre son avis, dans la « guerre des amoureux », c'est elle qu'Henri III croit coupable de ce retournement, et son premier geste, après la prise de Cahors, est de priver sa sœur de ses droits sur la ville. Et en 1583, alors qu'il l'a rappelée à Paris, il découvre qu'elle y travaille activement pour le compte de son mari et de son jeune frère et il la renvoie brutalement de la Cour, lui infligeant l'affront le plus vif de sa vie.

Ce sont là, dira-t-on, les prix à payer pour les choix politiques qu'on fait. Mais ses alliés l'en récompensent-ils, du moins ? — Assez mal pour l'un, aucunement pour l'autre. Alençon semble avoir véritablement aimé à sa sœur. Il lui était reconnaissant de l'aider, de le soutenir ; de plus, ils étaient soudés par des positions familiales identiques — tous deux souffrant du « désamour » de leur mère, et de la méfiance de leur frère. Cette affection vraie ne l'empêcha pas de laisser tomber sa sœur, lors de la signature de la « Paix de Monsieur » et après. En effet, s'étant vu offrir par la Couronne des avantages exorbitants, il se dépêcha de tourner le dos à ses alliés et se contenta d'exiger, pour Marguerite, sa libération — alors qu'elle réclamait depuis des années l'assainissement de sa situation financière ; pour finir, il se mit aussitôt au service des armées royales qui entamaient la guerre contre les protestants, la mettant, comme j'ai dit, dans une situation intenable qui heureusement ne dura pas.

Quant à Navarre, son erreur fut de ne pas comprendre qu'il pouvait réellement s'appuyer sur sa femme, qu'elle ne demandait, finalement, que d'être « bien utilisée ». C'est-à-dire en l'impliquant dans ses projets au lieu de la manipuler, en la respectant comme alliée au lieu de l'humilier constamment — et surtout en lui faisant des enfants, au lieu de lui préférer ses maîtresses. Or il fait tout le contraire. Après son évasion de la Cour, d'où il part sans l'avertir ni lui dire adieu, il reprend contact avec elle pour qu'elle le serve — ce qu'elle fait. Lors de leurs premières retrouvailles en Gascogne, en 1578, elle travaille à la Conférence de Nérac, qui lui permet de conforter sa position de leader sur le camp huguenot — mais il lui inflige peu après un affront terrible : à Pau, parce qu'elle a permis à quelques catholiques d'assister avec elle à la messe dans une chapelle du château qui lui était strictement réservée, il laisse l'un de ses domestiques les faire arrêter et surtout lui donne raison devant elle qui proteste. En 1580, comme j'ai dit, il se lance follement dans la « guerre des amoureux » tout en lui racontant qu'il veut la paix, ce qui conduit Marguerite à s'engager pour lui auprès du roi de France — avec les conséquences que j'ai évoquées. Deux ans plus tard, il met enceinte la jeune Fosseuse, et exige non seulement que la reine s'occupe d'elle au moment de l'accouchement, mais un peu plus tard qu'elle la défende publiquement devant le roi de France — ce que Marguerite ne peut évidemment pas faire, mais qui la couvre de honte car il s'est arrangé pour faire connaître ses exigences par d'autres biais. Enfin, après l'affront public qu'Henri III a infligé à sa sœur en la renvoyant de Paris, Navarre profite odieusement de la bévue du roi.

L'histoire est connue. Si ma femme est coupable du traitement que vous lui avez infligé, dit-il en substance au roi, expliquez-moi en quoi. Et si elle n'est pas coupable, excusez-vous ; en attendant, je refuse de la reprendre. Le marchandage dura huit mois, et le roi finit par céder — c'est-à-dire non pas par s'excuser, ce qui n'était qu'un

prétexte, mais par laisser aux huguenots des places fortes qu'ils devaient rendre. Huit mois d'humiliation pour Marguerite, et auxquels seule la mort du duc d'Alençon mit fin.

Mais ce n'est pas pour autant la fin de ses ennuis, au contraire. En effet, lorsqu'en avril 1584 Navarre « reprend » sa femme, ce n'est pas pour la remettre à ses côtés, ni pour essayer, comme la Raison d'État le voudrait, de lui faire des enfants. Car la mort du dernier fils de Catherine, alors qu'Henri III n'a toujours pas d'héritiers, fait de lui le successeur de la Couronne. Il serait temps de préparer ses arrières : sa conversion, et sa succession. C'est ce qu'Henri III espère. C'est ce qu'il ne verra pas. Car le roi de Navarre n'a cure ni des envoyés du roi qui viennent le presser du premier point (le duc d'Épernon notamment), ni de sa femme, qu'il ne voit pas trois jours de suite dans l'année qui suit leurs retrouvailles. Il se plaît mieux à Pau, ou à Hagetmau, où il peut voir Corisande tout à son gré, tandis que Marguerite ronge son frein à Nérac, vivant comme une reine répudiée.

Le royaume, quant à lui, est en pleine ébullition. La crise dynastique est à présent ouverte. Les chefs protestants croient le pouvoir à leur portée, mais ils sont divisés sur la tactique à mettre en œuvre. Les catholiques, eux, sont affolés par la perspective de voir arriver sur le trône un protestant. Ils s'associent donc dans une nouvelle Ligue, qui a bientôt des réseaux dans toute la France, et dont le clan Guise prend la tête. A la fin de l'année 1584, un traité d'alliance est signé entre les chefs du mouvement et Philippe II d'Espagne. Quant à la Papauté, elle excommunie Navarre et Condé.

Marguerite est dans la situation la plus noire de sa vie. Son jeune frère est mort et l'alliance dont elle s'était faite le pivot est morte avec lui. Son mari pourrait s'appuyer sur elle dans la nouvelle alliance qu'Henri III cherche à présent à tisser avec lui : elle pourrait même jouer là le rôle qu'elle n'a jamais pu jouer. Mais Navarre ne peut pas encore jouer cette carte, et il ne veut plus la voir. Quant à son frère aîné et à sa mère, ils ne peuvent plus compter sur elle — puisqu'elle n'a aucune puissance sur son époux. Elle ne sert plus à rien aux yeux de personne.

Alors Marguerite fait un geste qui peut sembler inouï. Plutôt que de rester à Nérac où elle ne subit plus qu'humiliations, plutôt que d'attendre en vain que son époux se détache de sa maîtresse, elle s'en va. Le 19 mars 1585, elle quitte la capitale des Albret et se retire à Agen : elle quitte le navire du Béarnais, elle l'« abandonne », pour reprendre ses propres termes. C'est la première fois, et c'est la seule. Jusque là, elle a toujours servi ses intérêts, parfois au mépris des siens propres. Et dès qu'ils seront réconciliés, bien des années plus tard, elle ne cessera plus de lui apporter son aide. Mais cette fois, trop, c'est trop, elle le quitte.

C'est qu'elle n'envisage à aucun moment de rentrer dans le rang, de disparaître de la scène comme on le voudrait autour d'elle, et d'attendre dans l'ombre soit la récompense de sa patience, soit la répudiation pure et simple. Ce qu'elle veut c'est agir, demeurer une alliée, quelqu'un qui compte, et la situation politique lui permet d'espérer pouvoir le faire. La Sainte Ligue, en effet, vient d'apparaître au grand jour avec son manifeste de Péronne ; elle avance le nom d'un autre prétendant au trône : le vieux Charles de Bourbon, oncle du Béarnais. Et elle propose une sorte d'alternative constitutionnelle avec la restauration des États généraux. La solution aurait en outre l'avantage d'écartier les « archi-mignons », qui sont fort impopulaires. Partout, les adhésions affluent, dont celles de nombreux Malcontents. Marguerite y adhère donc elle-même.

Le roi de Navarre se désole — sans doute n'avait-il pas mesuré qu'un adversaire lui viendrait de ce côté-là. Alors qu'elle envoie le vicomte de Duras chercher de l'argent

en Espagne, il écrit avec amertume à l'un de ses correspondants qu'elle agit ainsi pour « chasser les hérétiques qui sont avec celui que l'on nommait son mari⁷ ». Sans doute se mord-il les doigts de n'avoir pas agi plus finement avec elle.

Marguerite cependant n'a rien derrière elle qu'Agen, et l'argent du roi d'Espagne n'arrive pas. Quant à Guise, il est trop endetté lui-même pour l'aider. Tant qu'elle tient sa ville, elle compte. Mais elle ne la tient pas longtemps. Armant à tout va, entamant des travaux de fortification qui dépassent ce que la communauté urbaine peut supporter, elle se rend bientôt impopulaire, et Henri III fait investir la citadelle avec la complicité de quelques bourgeois... La reine n'a plus qu'à s'enfuir dans sa place forte de Carlat, dans l'actuel Cantal, tandis que la France s'enfoncé dans la guerre civile.

Les relations entre les souverains de Navarre s'interrompent alors durant plusieurs années. Elles ne reprendront que lorsque le roi sera aux portes du pouvoir, au printemps 1593. Entre temps, ils entendent bien entendu parler l'un de l'autre, mais les ponts sont coupés. Il apprend, par exemple, qu'après un an de retraite à Carlat, elle a encore dû s'enfuir devant l'arrivée des troupes royales, et qu'elle a été faite prisonnière. Il apprend aussi que, contre toute attente, quelques mois seulement après son arrestation, elle est devenue maîtresse du château où elle avait été incarcérée : son geôlier, qui n'avait pas été payé pour le service rendu, est passé à la Ligue. Quant à elle, elle apprend avec l'amertume qu'on imagine qu'on spécule ouvertement sur sa mort ou sa répudiation, et que Catherine a même proposé à Navarre une autre épouse : sa nièce de Lorraine. Elle apprend aussi, avec plus de plaisir, que son époux a taillé en pièce l'armée royale à Coutras et que Joyeuse, l'un de ses ennemis personnels, y est mort...

Cependant les événements se précipitent à nouveau dans les années suivantes. C'est d'abord, fin 1588, l'assassinat des Guise par Henri III et la mort de la vieille reine. C'est ensuite, six mois plus tard, l'assassinat d'Henri III par un moine fanatique. Même si la Ligue ne désarme pas, elle est décapitée, et le roi de Navarre apparaît de plus en plus comme le seul candidat crédible au trône de France. Aussi beaucoup d'opposants rallient-ils son camp dès 1590, ou cessent d'apporter leur soutien aux Ligueurs — et Marguerite est de ceux-là. Toutefois elle attend, dans sa forteresse auvergnate, la fin des hostilités. Stimulée par l'adversité, ne pouvant plus compter que sur elle-même, la reine qui a hérité de sa mère une incroyable pugnacité a reconstruit autour d'elle tout un réseau de fidélités, elle ne craint plus un mauvais coup.

C'est au printemps 1593, donc, que son époux reprend contact avec elle. Il est tout près du pouvoir, et il sait qu'il doit maintenant assurer sa succession. Une succession légitime, s'entend. Car Gabrielle d'Estrées est sur le point d'accoucher, mais un successeur du roi de France ne saurait être illégitime, d'autant que sa mère est encore madame de Liancourt... Le roi, lui, ne recule pas : seul contre tous ou à peu près, il entend épouser Gabrielle. Ses ministres quant à eux préféreraient lui trouver une princesse irréprochable, c'est-à-dire vierge, jeune, de haut rang, et si possible très riche. Dans tous les cas, il faut annuler la première union.

Marguerite est d'accord pour se défaire d'un lien qui ne lui a guère apporté que des ennuis, et pour permettre à la France de sortir des guerres civiles. Mais d'un côté, elle entend tirer le maximum de la transaction, et d'un autre côté, elle ne veut pas qu'une femme de petite noblesse à la réputation tachée lui succède. Et elle n'est pas la seule : pas plus que les ministres d'Henri IV, pas plus que son peuple, le Pape ne veut de

⁷. Henri IV, *Recueil des Lettres Missives de Henri de Navarre*, Ed. M. Berger de Xivrey, Paris, Imprimerie Royale, 1843-76, vol. 9, p. 334.

Gabrielle sur le trône de France. Aussi les pourparlers sont-ils bloqués longtemps : plus de six ans. Six ans pendant lesquels la reine négocie âprement, obtient une pension très élevée — digne de son train, dit-elle — et le commencement du remboursement des dettes qu'elle a contractées depuis qu'elle est en Auvergne. Finalement, c'est la mort soudaine de Gabrielle, au printemps 1599, qui rend possible la conclusion de cette affaire. En quelques mois, tout est réglé : l'annulation du mariage est prononcée en décembre, à l'extrême fin du siècle.

Marguerite est satisfaite : la voilà devenue la « sœur » du roi, comme elle aime à le répéter — une situation bien plus confortable que celle d'épouse. Sa pension est maintenue, ses dettes seront apurées. Henri IV lui a également maintenu son titre de reine — ce qui ne la ravit pas, contrairement à ce qu'on pu dire les commentateurs, et ce que prouve sa correspondance. Reine de quoi en effet ? Les contemporains, un instant troublés, trouvent vite la solution : ils décident de l'appeler la « Reine Marguerite » — et c'est sous ce nom qu'elle passera à la postérité, jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Quant à elle, elle préférerait reprendre son titre de duchesse de Valois. Mais Henri IV refuse. Pourquoi ?

C'est que leurs relations sont entrées dans une nouvelle phase. Si le roi en effet ne lésine pas sur les exigences de son ancienne épouse, s'il cède devant ses protestations à chaque fois qu'il veut rogner ce qu'il lui a accordé — leur correspondance est pleine de ces épreuves de force —, et s'il tient à ce qu'elle conserve le titre de reine, c'est parce qu'il a besoin d'elle. Nécessité contradictoire. D'un côté, une reine « démariée » doit se faire oublier — en général dans un couvent d'une lointaine province : c'est ainsi qu'avait fini ses jours la dernière qu'on avait en mémoire à cette époque, la pauvre Jeanne-la-Boîteuse qui avait dû se séparer de Louis XII pour qu'il puisse épouser l'héritière de Bretagne à la fin du XV^e siècle⁸. L'Auvergne aurait pu suffire à Marguerite, même sans couvent. Mais d'un autre côté, Henri IV est obligé de donner au démariage une grande publicité. Il est arrivé au pouvoir l'épée à la main, après élimination physique de ses rivaux, après des années de contestation des lois réglant la succession à la Couronne (la loi salique), après une abjuration de fraîche date — autrement dit il ne jouit pas d'une grande légitimité. Marguerite en revanche symbolise la continuité du pouvoir : elle est fille d'un roi de France et sœur de trois autres. Elle a été, aussi, la première épouse du nouveau roi : elle est le pivot de la transition dynastique — d'où le titre de reine qu'il faut qu'elle conserve, de même qu'Henri IV conserve les symboles royaux d'Henri III dans toutes ses cérémonies. D'autre part, son consentement au divorce ne doit pas pouvoir être mis en doute : trop de gens sont prêts à s'engouffrer derrière cette brèche pour contester la légitimité du nouveau pouvoir — d'où le prix qu'il faut acheter son accord.

Les années passant, les dettes du roi de France à l'égard de son ancienne épouse ne feront que s'alourdir. Car ce qu'elle veut à présent, c'est sortir d'Auvergne, revenir à Paris. Dès la naissance du futur Louis XIII, elle met au point une stratégie à laquelle elle pense depuis longtemps mais qui peut maintenant prendre corps. Elle offre de léguer tous ses biens au dauphin, moyennant l'usufruit à vie sur lesdits biens — et la Couronne est très alléchée. Évidemment, on ne voit guère à qui d'autre ces biens auraient pu revenir ; mais le cadeau est considérable.

Matériellement, il représente le duché de Valois, les comtés de Senlis, de Rouergue, d'Agenais, de Condomois, de Quercy, de Lauraguais, et un certain nombre d'autres

⁸. Voir Simone Bertière, *Les Reines de France*, Paris, Éditions de Fallois, 1994, vol. 1.

terres ; ce n'est pas là, toutefois, l'aspect principal puisqu'elle seule pourra en toucher les revenus tant qu'elle sera en vie. Le cadeau à vrai dire est essentiellement politique. D'abord, il garantit un retour sans histoire de cet héritage dans le giron de la Couronne — ce n'est pas négligeable dans une époque aussi troublée. Mais surtout il conforte la légitimité du régime : le don en terres de la dernière des Valois aux premiers des Bourbons incarne symboliquement la transition dynastique ; et il prouve, en outre, que le divorce n'a pas été extorqué à Marguerite, donc que le mariage avec Marie de Médicis est valable, donc que le dauphin est bien le dauphin.

Marguerite met deux conditions à ce cadeau. La première, c'est la récupération du comté d'Auvergne, qui appartenait à sa mère et qui aurait dû lui revenir à la mort de celle-ci, mais dont Henri III l'a spoliée au profit de leur neveu, fils bâtard de Charles IX et de Marie Touchet : Charles, futur duc d'Angoulême. L'autre condition, c'est son retour en France. Sur les deux points, la Couronne l'aidera, ou elle n'aura rien.

Henri est trop intéressé pour hésiter... Et pourtant il ne met pas au règlement de cette affaire toute la célérité qu'il conviendrait. C'est que la vie est bien compliquée... Car Charles est non seulement l'un de ceux qui l'ont soutenu depuis la mort d'Henri III, mais il est surtout le demi-frère de sa nouvelle maîtresse, Henriette d'Entraques, avec qui le roi a déjà de sombres démêlés. La famille de la jeune femme — d'une grande rapacité comme on sait — est aux premiers rangs de ceux qui contestent l'union du roi et de Marie de Médicis, puisqu'Henriette possède une promesse de mariage signée de la main du roi. François d'Entraques, le père des deux jeunes gens, n'entend lâcher ni la Couronne pour sa fille, ni le comté d'Auvergne pour son fils. Une conspiration s'organise donc dès 1601, qui rassemble, au-delà de la famille d'Entraques, des « déçus » du nouveau régime comme le maréchal de Biron, des aventuriers comme Jacques de La Fin, à quoi s'ajoutent bientôt d'autres mécontents comme l'ancien bras droit du roi de Navarre, le vicomte de Turenne, devenu duc de Bouillon et prince de Sedan. Des ramifications étrangères de ce complot sont repérables jusqu'en Savoie et en Espagne, où Philippe III a promis d'aider les conjurés.

Si le complot prend cette ampleur en quelques années, c'est qu'Henri IV n'y met pas le holà : c'est que sous la pression d'Henriette, il défait d'une main ce qu'il fait de l'autre, et les conjurés ne sont pas plutôt arrêtés que relâchés, à l'exception de Biron qui y perd sa tête en 1602. Les ministres s'arrachent les cheveux. Marguerite, de son côté, tente sans relâche de convaincre son ancien époux de l'importance de la conjuration — dont le centre de gravité est en Auvergne. Finalement, c'est sur les indications de ses informateurs que Charles est arrêté en novembre 1604. Aussitôt, elle fait savoir à Sully qu'elle est prête à lui intenter un procès pour récupérer son comté. Et pour en surveiller la préparation, il faut bien sûr qu'elle soit sur place, à Paris...

Henri IV accepte ; même s'il craint encore le retour dans la capitale de la reine dé mariée — que dira-t-on ? —, les avantages sont pour lui plus grands que les inconvénients. Il lui accorde donc de s'installer aux portes de la capitale, au château de Madrid, à Boulogne, où elle arrive en juillet 1605, puis en plein cœur de la ville, quelques semaines seulement plus tard. Dès lors, bien que la chose soit inédite et qu'elle suscite de nombreux commentaires, Marguerite est réintégrée dans la vie du royaume, et même à la famille royale. Si bien intégrée que le petit dauphin, après beaucoup d'hésitation, se décide à appeler cette dame dont les relations de parenté ne sont pas prévues par le protocole « Maman-ma-fille ».

Maman-ma-fille prépare donc son procès. Sûre de son droit, comme elle le dit, mais toujours inquiète des possibles retournements du roi. Car Charles, de sa prison, fait

intervenir tout ce qu'il a d'amis et de relations : Henriette, bien sûr, mais aussi Diane de France, demi-sœur de Marguerite, qui est la proche parente du prisonnier et qui a beaucoup d'influence sur le roi. Aussi la reine décide-t-elle, quelques semaines avant le procès, d'engager la Couronne de manière irréversible : le 6 mars 1606, elle signe l'acte par lequel elle fait don de tous ses biens au dauphin ; et le 10 avril, elle fait même don de ce qu'elle ne possède pas encore : le comté d'Auvergne. Elle gagne donc son procès — le droit étant ce qu'il est sous l'Ancien Régime. Et dès lors, une nouvelle vie commence pour la reine Marguerite, une vie qui va durer neuf ans encore, et qui sera placée sous le signe d'une union sans pareille avec le roi de France — en tout cas sans comparaison avec ce qu'elle avait été du temps de leur vie conjugale.

Disons d'abord que leur relation, au beau fixe dès leurs retrouvailles, ne fera que se renforcer jusqu'à l'assassinat du roi. Dans sa correspondance, elle ne cesse plus de lui demander de ses nouvelles ou de lui donner des siennes, s'alarmant à la moindre maladie, prêtant une attention particulière aux souffrances physiques, preuve qu'une connivence étroite semble à présent lier ces deux amis qu'accablent déjà les défaillances de l'âge. Cela ne l'empêche pas de demander de l'argent, souvent, et beaucoup, car elle a de gros besoins : dès la fin du procès, elle acquiert une propriété sur les hauteurs d'Issy-lès-Moulineaux, puis fait construire un palais en face du Louvre, où elle anime une Cour brillante — plus brillante à bien des égards que celle du Louvre. Malgré les récriminations de Sully, le roi accepte toujours. Il la veut auprès de lui, souvent, l'appelant à Fontainebleau où elle ne peut toujours se rendre pour des raisons de santé. Il tient à l'avertir la première des naissances de ses enfants. Il fait appel à elle un jour que la peste fait déménager tout le monde en vitesse et qu'il a besoin d'une litière. Et elle lui accorde, une fois sa situation complètement rétablie, tout ce qu'il veut. En 1609 par exemple, elle abandonne l'usufruit qu'elle conservait sur ses biens contre une simple pension.

Disons ensuite qu'elle est la vraie mère du dauphin — ce qui ne peut qu'aller droit au cœur d'Henri IV. Marie, on le sait, n'aimait guère son fils aîné. Marguerite au contraire le chérit et le chérit comme son propre enfant. De la première visite de Maman-ma-fille à la mort de la reine, en 1615, ce sont d'incessantes visites de l'un à l'autre, des séjours à Issy où elle emmène le petit Louis courir après les lapins, des cadeaux dont elle le couvre, des anniversaires qu'on célèbre joyeusement.

Disons enfin qu'elle est, après la mort d'Henri IV — qui est pour Marguerite un coup très rude — l'un des principaux piliers du régime. Elle favorise la dévolution de la régence à Marie, et celle-ci continue de lui accorder son soutien, lui confiant notamment la réception des ambassadeurs espagnols pour la négociation des mariages de enfants de France. Et en 1614, un an avant sa mort, elle intervient publiquement pour soutenir la régente et le dauphin dans le bras de fer qui les oppose au prince de Condé et à plusieurs grands seigneurs qui jouent de nouveau les Malcontents. Parmi eux se trouve le jeune duc de Nevers, fils de son ancienne amie. L'une des lettres qu'elle lui écrit à cette occasion est bien intéressante, puisqu'elle permet à la reine de revenir, quarante ans après, sur le complot de 1574 — et de mesurer le chemin parcouru depuis :

Monsieur mon cousin, le regret que j'ai de votre absence a pris la place de l'appréhension que j'en avais avant votre partement [*départ*], pour avoir vu mon frere et le feu roi en même état que vous êtes, avec tant d'affaires et de peines, que je ne conseillerai jamais [à] personne que j'aime et honore comme vous de se mettre en pareille condition⁹.

⁹. Inédite.

C'est sur ce retour en arrière que je conclurai. Si Marguerite de Valois invite le duc de Nevers à ne pas suivre l'exemple de son frère et de son époux, ce n'est pas pour se renier elle-même ni ceux dont elle partagea le sort et les idées. C'est au contraire en se souvenant des « affaires » et des « peines » qui furent leur lot. C'est aussi que les temps ont changé — elle l'explique. La monarchie qui est sortie des guerres de religion a beau être encore instable, elle s'est affirmée : il n'y a plus, en 1614, en France, de place pour des Malcontents ; c'est ce qu'ils mettront encore trente-cinq ans à comprendre.

*

Le parcours politique de Marguerite de Valois n'a donc pas été cet itinéraire erratique que décrivent la plupart des commentateurs. Dans une période particulièrement troublée, où nombreux furent ceux qui changeaient de camp en fonction des bouleversements incessants de l'échiquier politique, elle demeura fidèle à ses engagements et à ses alliés, en soutenant constamment le « parti centriste » en général, et les intérêts de son époux en particulier — excepté durant cinq ans, lorsqu'il la repoussa ouvertement et s'appuya sur la fraction la plus dure du parti huguenot.

Cette évocation des relations entre Marguerite de Valois et Henri IV ne forme évidemment pas le tout de la vie de la reine, qui offre bien d'autres aspects attachants à découvrir ou à redécouvrir. Elle permet en tout cas de mesurer l'injustice qui a été généralement été faite par la postérité — mais ceci est une autre histoire.

Éliane Viennot